

Compte rendu de la rencontre ACU – Parti de gauche du mercredi 17 novembre 2010

Présents : pour le PG, Bruno Bellegarde, Eric Coquerel, Pascale Le Néouannic, François Longérin, Jean-Luc Mélenchon - pour l'ACU, Gilles Alfonsi, Bruno Bessière, Olivier Madaule, Philippe Stierlin.

Cette rencontre avait lieu à la demande du PG, suite à la dernière assemblée générale de l'ACU (à laquelle avait participé Eric Coquerel). Le projet de contribution de l'ACU (non finalisé) au congrès du Parti de Gauche été remis à nos interlocuteurs.

En préambule, l'ACU a rappelé qu'elle est une composante de la FASE, à part entière. Nous contribuons à forger l'intervention publique de la FASE, son approche stratégique, et nous en sommes solidaires.

Nos interlocuteurs ont indiqué avoir parfois un peu de mal à cerner les articulations entre la FASE, les Alternatifs et l'ACU.

A propos de la situation politique générale

Le PG a brossé à grand trait son analyse des enjeux fondamentaux de la période. En substance : nous sommes dans une crise systémique ; la gauche politique est en danger de disparition ; l'existence d'un mouvement social et le mouvement intellectuel ne suffisent pas à développer une alternative (exemple de l'Italie). Le mouvement social a été « fondamental ». S'il n'y a pas eu de retrait du projet de loi, il se solde par une « victoire idéologique » face à Sarkozy (soutien de l'opinion jusqu'au bout au mouvement), intéressant en terme de confiance collective. La classe ouvrière s'est réinvitée dans le débat public. Les forces situées à la gauche du PS ont été en phase avec le mouvement tandis que le PS a été fragilisé.

Pour les Communistes unitaires, le mouvement a en effet été « fondamental » - par son caractère massif, la lucidité et la détermination des manifestants, son impact idéologique dans la société - mais cela n'empêche pas d'en examiner les limites (au-delà du non-retrait du projet). La césure entre mouvement « social » et politique institutionnelle (contre laquelle nous luttons) n'a pas diminué. Les composantes de la gauche de gauche lui ont apporté un soutien visible, mais il n'y a eu aucune percée unitaire de ce côté là, alors même que les syndicats ont fait front commun. Plus largement, il y a épuisement d'une approche du type : les partis, relais du mouvement. Une occasion a de fait été manquée pour la gauche de gauche, notamment pour le front de gauche (apparition séparée des composantes lors des manifs) : absence de visibilité de l'alternative politique, d'une autre perspective. Enfin, nous sommes fortement investis dans la bataille pour un référendum (150 000 signataires à l'heure de la réunion). Elle permet de poser des questions politiques fortes : mise en cause de la légitimité du pouvoir actuel et des aspects antidémocratiques des institutions, forme de dépassement de la délégation de pouvoir par l'exigence que le peuple décide, moyen de dépassement de la coupure entre social et politique par l'appropriation de la décision sur la question posée par le mouvement. La FASE, l'ACU et le PG ont porté cette exigence, tandis que la plupart des autres forces - syndicales, politiques... - se sont abstenues.

L'échange s'est poursuivi sur le bilan provisoire du mouvement, ses limites : concernant le nécessaire examen critique des stratégies des confédérations syndicales (question qui n'a pas

vocation à être taboue, avons-nous souligné), le soutien visible des forces de la gauche de gauche mais le manque d'unité politique, le maintien de la division du travail entre forces sociales et politiques, le non-retrait du projet combiné au manque de perspective alternative qui conduit certains à renvoyer les solutions à 2012 (voire même à l'élection d'un-e président-e socialiste), le déficit de contenus alternatifs pour nourrir le mouvement et favoriser l'implication citoyenne dans la prochaine période.

Eléments d'analyse - Le PG se positionne en soutien au mouvement, pour « respecter les syndicats et leur place ». Il se situe en relais politique des luttes, avec comme but principal la prise du pouvoir d'Etat par les urnes. L'ACU pense qu'un débat et une transformation des rôles des forces sociales (notamment syndicales) et politiques sont nécessaires. Il y a accord sur une critique du rôle trop limité que se donnent les organisations syndicales aujourd'hui, même par rapport à la Charte d'Amiens. Le PG s'est montré intéressé par tout apport sur ces questions de rapports entre social et politique, questions sur lesquels nous ne cessons depuis plusieurs années de produire des textes, mais sur lesquels le PG souligne à juste titre le besoin d'initiatives et de pratiques concrètes (à nos yeux, l'exigence du référendum en est une). Sur la question des institutions, le PG insiste sur leur nécessaire refonte, à venir à travers la convocation d'une Constituante après l'élection présidentielle. Nous évoquons le fait que nous sommes pour investir les institutions pour les transformer, mais que cela suppose que le mouvement précède l'élection.

Le PG a évoqué la possibilité d'échanges sur ces thématiques importantes, par exemple sous la forme de groupes de travail ou d'initiatives communes (féminisme, écologie).

Enfin, l'ACU a proposé de converger concernant l'exigence du référendum, à la fois en vue de l'organisation d'une initiative publique (mise en discussion par Politis), dans le cadre du collectif national « exigences citoyennes » et par une expression politique commune (à proposer à d'autres forces, dont la FASE et les Alternatifs). Le PG s'est montré favorable à ces propositions.

Concernant le rapport au Front de gauche et la dynamique politique à construire

Un court échange a concerné l'appréciation des épisodes précédents - Européennes et Régionales. Après avoir souligné l'ampleur de l'abstention lors de ces scrutins et les défis que cela pose à toute la gauche, l'ACU a rappelé que des accords avec la FASE avaient eu lieu dans certaines régions et qu'elle a bien sûr une appréciation très positive de l'exemple « Limousin Terre de gauche ». Le Front de gauche a été le début d'une convergence au sein de la gauche de gauche.

En réponse à la délégation du PG sur notre rapport au Front de gauche, l'ACU a indiqué qu'elle est en complet accord avec les réponses apportées récemment par Clémentine Autain sur ce sujet. « Oui pour participer aux cadres unitaires de l'autre gauche, mais le front de gauche est-il prêt à se transformer » ? Comme l'ont déjà dit l'ACU et la FASE, il ne peut s'agir d'un ralliement au Front de gauche. En réponse à une question sur ce que nous entendons par « nature du front de gauche », qu'il faudrait changer, nous avons précisé : nous lui posons les questions de son ouverture à de nouvelles forces, du dépassement de son identité actuelle de cartel - cartel électoral de partis - et des dynamiques citoyennes (pour favoriser l'appropriation de la politique par le plus grand nombre, en participant aux décisions). Nous avons interrogé le PG sur l'avenir du Front de gauche.

Le PG a souligné que le front de gauche n'est la propriété de personne. Il est favorable à une ouverture aux mouvements politiques, courants d'idées et citoyens qui le souhaitent. Le PCF va devoir répondre à la question de l'élargissement et de l'ouverture. Le PG nous invite à « forcer le passage » pour être « acceptés », car cela changerait la nature du Front de gauche, ce qu'il souhaite. Enfin, nos interlocuteurs ont indiqué que le lancement de réunions thématiques dans les régions sur le programme partagé est imminent.

En réponse à une question sur la possibilité que nous participions aux discussions sur le programme partagé et aux espaces co-construits localement, nous avons souligné que l'ACU, comme la FASE, a déjà indiqué qu'elle est favorable à de tels cadres et qu'elle est prête à y participer dès lors qu'ils soient ouverts aux forces et aux citoyens qui le souhaitent. L'ACU, comme la FASE, continuent en même temps à interpeller le NPA.

Un échange a porté sur le type de dynamique nécessaire. Le PG a souligné que le Front de gauche n'a pas vocation à être seulement une alliance électorale - ce qu'il est aujourd'hui - et que l'objectif du PG reste la création d'une nouvelle force. Nous avons évoqué la référence commune à Die Linke, tout en indiquant que d'autres constructions nous inspirent, comme celle de l'ANC - mixant composantes sociales et politiques, notamment communiste - ou certaines dynamiques politiques que connaît l'Amérique latine (Bolivie).

Pour le PG, la question importante est la dynamique : c'est l'action qui permettra d'identifier et de lever les problèmes au fur et à mesure. Pour l'ACU, ni le modèle actuel de système représentatif, qui est en crise et qui dépossède les citoyens, ni la conception anarcho-syndicaliste ne font l'affaire. Le problème est d'inventer, dans l'action, de nouvelles formes politiques.

Les deux délégations sont d'accord sur l'idée que l'implication citoyenne est fondamentale. Nous avons d'ailleurs constaté que depuis quelques mois nous parlons de « révolution démocratique » et le PG de « révolution citoyenne », même si nous y mettons des contenus en partie différents, le PG étant de conception étatiste, et nous de conception autogestionnaire.

Le PG a proposé de « faire équipe à long terme », se revendiquant d'un grand pragmatisme et étant preneur de toutes possibilités d'avancer ensemble, l'essentiel étant de faire face au risque de disparition de la gauche politique. L'ACU distingue d'une part le front social et politique nécessaire, d'autre part le débat sur la nouvelle force politique à créer, et met l'accent sur le besoin de novation tant sur les contenus que sur les formes politiques.

Eléments d'analyse – Il existe selon nous au PG une forte sous-estimation de l'ampleur de la crise de la représentation politique, avec du coup des propositions classiques en ce qui concerne les formes d'une dynamique politique. Il semble avoir une forme de croyance à la possibilité de provoquer des changements majeurs par la séduction du peuple à partir d'une offre politique venue surtout d'en haut. Cependant, il y avait lors de cette réunion une volonté d'ouverture et un intérêt manifestes pour un travail sur ces sujets.

Sur la prochaine séquence électorale

Pour l'ACU, l'ampleur du mouvement contre la réforme des retraites aurait dû changer la situation de la gauche de transformation sociale et écologique ; il n'en a rien été. Elle est émiettée et en partie sclérosée. Quel avenir pour le Front de gauche ? La bataille sur la candidature à l'élection présidentielle interroge sur son existence et empêche pour le moment toute dynamique citoyenne. Une hypothèse forte est que le PCF ira jusqu'au bout d'une candidature choisie dans ses rangs ou choisie par lui. Il est en effet surdéterminé par la question de sa survie, qu'il considère menacée par la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

L'ACU, comme d'ailleurs la FASE, ne souhaite pas être « otage » d'un affrontement mortifère qui ferait replonger la gauche d'alternative dans un scénario type 2006-2007. Dans le même temps, l'ACU, comme d'ailleurs la FASE, souhaite être actrice des échéances de 2012 à partir d'une démarche unitaire, citoyenne et d'une construction déprésidentialisant la campagne, articulant législatives et présidentielles, partant de l'intérieur des mouvements pour aborder l'alternative politique.

Pour le PG, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est en train de progresser. Il rappelle la volonté d'un « paquet » pour les échéances électorales, paquet qui a été refusé par le PCF. Nos interlocuteurs sont « optimistes » pour la suite, notamment pour l'aboutissement de leur

proposition de candidature (au vue par exemple des sondages), même s'ils évoquent des difficultés. Le PG estime que le calendrier défini par le PCF sur les échéances de 2012 repousse beaucoup trop les décisions nécessaires.

Il y a eu échange sur le diagnostic concernant le PCF. Le PG a indiqué qu'il n'envisage pas pour l'instant l'hypothèse que le PCF ne se prononce pas pour la candidature de JLM. Il pense pouvoir créer une dynamique irréversible, contourner l'enfer des discussions d'appareil en s'adressant directement au peuple, notamment à travers les médias (« la politique, art de la visibilité »). Il considère impossible que le PCF veuille avoir « presque tous les élus à toutes les élections », comme c'est le cas actuellement. Il estime que le PCF est coincé car il a deux peurs : celle de disparaître et celle de ne pas pouvoir participer à un gouvernement dominé par les socialistes.

Eléments d'analyse – Nos interlocuteurs sont relativement « optimistes » sur le choix du PCF, mais nous n'avons pas pu complètement saisir s'il s'agit d'autre chose qu'un « optimisme de la volonté ». Il existe un paradoxe entre la nécessité pour le PG d'avoir un accord d'appareil, et le fait que les affrontements d'appareil peuvent nuire lourdement aux dynamiques. Nous n'avons pas eu d'éléments de réponse précis concernant l'hypothèse où le PCF refuserait en définitive la candidature de JLM.

Echange sur la nouvelle force politique de transformation sociale et écologique

La délégation de l'ACU rappelle que contribuer à la création d'une telle force rassemblant tous les courants de la gauche de transformation sociale et écologique est sa perspective depuis sa création, ainsi que celle de la FASE. A quelle échéance sera-t-il possible d'avancer dans ce sens, nous ne le savons pas. Il y a deux ans, lors de la création de la FASE, le paysage était différent : lancement du NPA, du PG, du FG, affrontements internes au PC sur sa transformation... Les communistes unitaires souhaitent la coorganisation avec des forces qui le souhaiteraient d'un débat public sur cette question.

Le PG a rappelé qu'il se considère comme un parti transitoire qui a vocation à disparaître pour contribuer à la fondation d'une force politique plus large regroupant la gauche radicale, qui pourrait être « un mouvement ». Il est ouvert à « toutes initiatives » en ce sens.

Pour l'ACU, la conception du Parti de gauche, qui par exemple fait appel à la « discipline » des militants, est classique, et problématique. Nous évoquons la nécessité de dépasser la forme-parti, le besoin de ruptures avec des conceptions délégataires de la politique et l'enjeu central du pluralisme au sein de la nouvelle force. Il faut inventer de nouvelles formes d'efficacité, construire un nouveau type d'organisation.

Les deux délégations sont d'accord sur l'ouverture d'un débat sur la question de la nouvelle force, des formes de la politique, débat public, qui pourrait être coorganisé et ouvert à toutes les forces qui le souhaiteront. Les modalités d'un tel travail sont à préciser.

Il a enfin été convenu de se rencontrer à nouveau après le congrès du PG.

Le 22 novembre 2010

Gilles Alfonsi, Bruno Bessière,
Olivier Madaule et Philippe Stierlin